

Vive la N.E.P. ! Nouvelle éducation populaire – Franck Lepage

Nous ne manquons pas d'analyses sur le capitalisme. Nous n'en n'avons jamais autant produit. Nous savons exactement ce qui se passe et comment cela se passe. Nous manquons d'une modalité d'action efficace contre le capitalisme.

Le cadre général d'interprétation de la société actuelle est celui d'une privatisation généralisée des politiques publiques et, à travers elle, d'une marchandisation des rapports sociaux.

Cette privatisation a déjà commencé avec les transports, l'énergie, les communications... les prochains secteurs de l'action publique qui seront privatisés sont l'action sociale, l'action culturelle, l'action éducative. Dans un rapport de l'OCDE de l'année dernière, on peut lire : « *Les perspectives de profit, pour les investisseurs institutionnels, sur le marché éducatif sont de l'ordre de 1 à 7 lorsqu'elles ne sont que de 1 à 2 s'agissant du marché de la construction automobile* ». Sommes-nous assez naïfs pour imaginer un seul instant que les « *investisseurs institutionnels* » (ceux qui doivent disposer de milliards à « investir » sur les marchés financiers pour satisfaire leurs actionnaires : assurance, banque, fonds de pension...) vont négliger une perspective de profit de l'ordre de 1 à 7 ?

L'ennemi Vivendi

C'est dans les services à la personne et notamment dans les services publics que résident désormais les « *gisements de profit* ». On comprend mieux pourquoi Vivendi, marchand d'eau, récupère actuellement la gestion de centres de loisirs pour enfants, ou celle de maisons de retraites, associatives ou municipales, et pourquoi sa fondation encourage les projets d'aide à la personne dans les quartiers. Philanthrope, entreprise responsable et concernée par le lien social dans les quartiers, vivendi sait surtout que des milliards dorment dans les collectivités territoriales pour organiser la vie en commun. Ces fonctions collectives (loisirs, santé, éducation,

sécurité...) seront assumées avec un management bien plus efficace que lorsqu'on les confie à des fonctionnaires ou des associations... avec un coût social évidemment : quand c'est privatisé, ce n'est pas pour tout le monde ! *Mais qui s'en soucie ?* La marchandisation de la société, c'est le projet européen. Les directives de Bruxelles préconisent pour les États-membres que toutes les fonctions qui sont actuellement assumées par les États, et qui peuvent être transférées à des opérateurs privés doivent l'être dans les cinq ans à venir. Gare aux sanctions ! la loi autorisant l'introduction de la concurrence dans les services publics a été votée en 1999 avec 13 députés dans la salle.

La crise en crise

On estime la richesse mondiale produite par le travail industriel à 1 800 milliards de dollars par an, et celle produite par le jeu des placements financiers à 3 000 milliards de dollars **par jour**. « *L'économie virtuelle* » échappe à toute mesure et à tout contrôle. L'histoire de cette mutation de l'économie est tissée de décisions politiques détruisant une par une les contraintes imposées aux agents économiques dans leur soif de gains et leur permettant de réaliser des profits sans se préoccuper des conséquences sociales. Il n'y a pas d'économie, il n'y a que de la politique. Gouverner, c'est toujours gouverner contre l'économie !

Il n'y a pas de crise économique, il n'y en a jamais eu. Une crise économique serait un manque de richesse. La richesse a été doublée en vingt ans dans le monde, pulvérisant tous les records depuis deux siècles de capitalisme. La quantité de richesse en circulation en France, évaluée en Produit Intérieur Brut a doublé entre 1983 et 2000. Si tout le monde n'en profite pas de la même façon, c'est que la richesse ne fait pas défaut mais que sa répartition fait problème. C'est donc d'une crise politique dont il s'agit, et non d'une crise économique !

La « *transformation sociale* » renvoie à la question de l'inégalité et à celle des « *hiérarchies* ». Cette société a redéployé, depuis le milieu des années soixante-

dix, de l'inégalité en même temps que de la richesse. Parler de « *transformation sociale* », obligé d'imaginer ce qui enrayer la production des inégalités dans les rapports sociaux, au travail ou dans le fonctionnement des institutions, et pas seulement ce qui les compense ou qui les répare. Si la réparation sociale entend être utile aux victimes, la transformation sociale suppose d'interroger ce qui fabrique des victimes. L'éducation populaire consiste alors à éclairer idéologiquement, culturellement, la façon dont l'inégalité se produit et se « reproduit ». Or, elle se reproduit, notamment dans la quasi-totalité des politiques publiques parce que celles-ci sont actuellement des politiques publiques qui accompagnent un mode de développement (le libéralisme), inégalitaire, en essayant de le compenser, de réparer un peu de ses dégâts mais en ne le remettant pas en question. Il s'agit de discuter publiquement du sens, de la signification de ces politiques publiques. Nous devons reconquérir le droit d'appeler un chat un chat : le droit à l'idéologie, c'est-à-dire aux façons de nous représenter la société et d'en nommer les problèmes et les perspectives pour éclairer notre ambition de transformation sociale vers plus d'égalité.

La grande foutaise de la culture

Nous avons été formés à penser qu'il y a des biens culturels, des marchandises culturelles, utiles pour progresser dans l'échelle sociale et compenser l'inégalité. Et nous sommes persuadés que si on distribue cette marchandise culturelle, sous forme de savoirs, d'apprentissages, de possibilités de faire du théâtre ou de la danse, il va compenser de l'inégalité et qu'il suffit, somme toute, de démocratiser cette culture.

Depuis 1973, nous ne sommes plus certains que notre situation sera meilleure à la fin de notre vie qu'au début ni que nos enfants auront une meilleure situation que la nôtre. Si l'ancienne éducation populaire continue de croire qu'en diffusant de la culture et en épanouissant les gens dans un cadre collectif et

associatif sur le temps de loisirs cela améliore cette société et cela fait de la transformation sociale, nous disons que c'est tout simplement faux et qu'il est temps de se poser la question de savoir ce qui pourrait avoir un effet de transformation sociale.

L'inégalité se fabrique dans les rapports de travail, dans l'économie, et dans les dispositifs publics qui nous font avaler la pilule (RMI, Insertion, politique de la Ville, de la jeunesse, etc.) : De quelle façon notre action culturelle interroge-t-elle les nouveaux rapports de travail ? interroge-t-elle l'économie ? interroge-t-elle le massacre des personnes dans les dispositifs d'insertion ? interroge-t-elle le mensonge de la décentralisation (toujours moins de démocratie) ?

Si nous ne dénonçons pas le mensonge de ces institutions, qui le fera ? Qui parlera publiquement de la façon dont fonctionnent les institutions publiques. Qui est prêt, dans sa commune, à provoquer un débat sur les stratégies de dérogation à la carte scolaire de l'Éducation nationale. Quand dénonçons-nous l'imbécillité des programmes scolaires, principal facteur qui reproduit l'inégalité ?

Comment donnons-nous la parole à ceux qui travaillent dans des missions locales pour l'emploi et qui savent que depuis vingt ans elles n'ont en rien amélioré le drame de l'emploi et de la modification du rapport salarial. Personne ne transforme cette souffrance en objet politique.

On ne fait partie d'une société que lorsqu'on a la possibilité de la critiquer. « *Est citoyen celui dont la volonté produit du droit* ». Cela veut dire que la question de la transformation sociale est d'éclairer culturellement et idéologiquement le fonctionnement des institutions pour qu'elles fonctionnent différemment : Passer de l'insertion à l'intégration critique, cela veut dire proposer à des jeunes, non pas d'aller travailler à la caisse chez Carrefour, mais d'avoir la possibilité de témoigner de la politique d'exclusion des femmes du marché de l'emploi sur le bassin local. Cela passe par le travail du témoignage : pas de donner des cours mais de donner la parole à des gens pour que ce qu'ils disent de leur rapport aux institutions – parce que leur rapport à la société passe par un rapport aux institutions –, devienne de l'analyse politique. Demander à des élèves ce qu'ils

vivent à l'École, demander à des jeunes en insertion ce qu'ils vivent à la PAIO, demander à des agents d'accueil de Mission locale ce qu'ils vivent dans leur travail.

Ce travail de la culture dans la transformation sociale, c'est ce qui attend la vie associative en France. La "*société civile*" peut devenir politique si elle fait usage de la liberté dont elle dispose : non pas pour relayer à moindre coût les politiques d'État et faire tourner un marché du social, non pas pour atténuer les effets sociaux de la violence économique, mais pour porter une capacité de parole politique dans l'espace public. ***Non pas seulement d'être utile aux dominés, mais d'être nuisible aux dominants : programme infiniment plus enthousiasmant !***

Londeleau, septembre 2001.
www.nepasplier.fr